

Refouler les discours anti-migrants

Frédéric Tihon, Form'action André Renard



Depuis l'été 2015, la question de la présence de migrants sur le territoire belge est de toutes les conversations. Y compris de comptoir. L'afflux de migrants squattant le parc Maximilien à Bruxelles a été le sujet de la rentrée de septembre 2015. En attendant d'un enregistrement à l'Office des étrangers, des centaines de ressortissants irakiens, afghans et syriens ont occupé le parc bruxellois. Ce fut le début d'une psychose anti-migrant. Psychose savamment orchestrée et qu'il faut aujourd'hui largement déconstruire.

Au-delà des images fortes de ce camp de réfugiés en plein cœur de Bruxelles, les médias européens se sont largement fait l'écho de cette problématique. Chacun se rappelle avoir vu, à la télévision, sur internet ou dans les journaux, un sujet sur « les colonies de migrants » traversant l'Europe. Ces « hordes de

migrants » allaient envahir l'Europe. Majoritairement masculins, les migrants allaient « violer nos femmes » comme à Cologne lors du réveillon de Noël. Ils étaient aussi une couverture pour « des milliers de terroristes de Daech »

au lendemain des attentats de Paris.

Installés dans la jungle de Calais, en attendant d'un passage clandestin en Grande-Bretagne, d'autres réfugiés ont « envahi » notre côte belge et fait craindre le pire pour notre tourisme familial. À tel point que le ministre belge de l'Intérieur, le nationaliste Jan Jambon (NV-a), a cru bon de réinstaller des contrôles à la frontière entre le Nord de la France et la Vlaamse Kust.

Que dire aussi de ces reportages télé, aux fins fonds de nos campagnes, à Walcourt par exemple¹, montrant des réunions d'information sur l'arrivée imminente de migrants dans des centres d'accueil locaux. Et l'hystérie collective qui s'emparait des citoyens de ces vertes contrées remontés contre ces décisions qui leur imposaient dorénavant de partager « leurs » villages avec ces migrants. Qu'allaient-ils faire s'ils en croisaient un pendant « leur jogging » ? Ne faudrait-il pas

organiser « une milice privée » pour assurer la sécurité de la population ? Surtout qu'il n'y a pas de « clôtures » entre les terrains et habitations.

Bref, une peur panique s'est installée dans la population. En cause : l'inconnu et sa horde de préjugés. Du petit racisme ordinaire, du racisme de comptoir nourri de préjugés que nous portons sur ceux que nous ne connaissons pas. Sur ceux que nous craignons sans connaître.

Que craignent les Belges ? Une invasion ? Une islamisation ? L'insécurité ? Prenons le temps de déconstruire ces préjugés et d'aborder le dossier sereinement. Sans préjugés donc.

De tout temps, les migrants ont fui la guerre

Rappelons d'abord que la plupart des migrants quittent des pays en guerre, des régimes qui portent atteinte à leur liberté et qui font régner la terreur. Rappelons qu'en 1914, puis en 1940, certains de nos arrière grands-parents, puis grands-parents, ont aussi quitté leur pays pour fuir la guerre et le nazisme².

Rappelons également, l'exil des milliers d'Espagnols fuyant la dictature franquiste, à partir de 1936, ou l'arrivée dans nos pays d'opposants au dictateur chilien Pinochet au milieu des années '70.

...

Rappelons-nous encore les boat people vietnamiens chargés de migrants fuyant le régime communiste au pouvoir dans leur pays.

Plutôt que le repli sur soi, véhicule de la peur et du racisme ordinaire, il nous semble plus opportun de montrer, chiffres à l'appui, que nous sommes bien loin d'un envahissement de l'Europe en général, de la Belgique en particulier, par les migrants.

Les migrants d'aujourd'hui ne sont pas différents des migrants d'hier : ils ne quittent pas leur pays dans la joie et l'allégresse. Pas plus que pour « profiter » des systèmes sociaux des pays d'accueil. Non, ils quittent leur pays parce que celui-ci est en guerre, parce que leurs libertés sont menacées, parce qu'ils ne s'y sentent plus en sécurité. Et force est de reconnaître aussi que notre monde occidental est parfois en partie responsable de l'état de guerre de ces pays...

« On ne peut pas accueillir toute la misère du monde »

Régulièrement, les discussions de comptoir accouchent de cette vérité assenée : « on ne peut quand même pas accueillir toute la misère du monde ». Rares sont ceux qui savent qu'ils citent alors Michel Rocard³, ancien premier ministre socialiste français. Rare aussi sont ceux qui savent que cette phrase contenait une seconde partie, Rocard ayant dit : « La France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais elle doit en prendre sa part ».

Plus proches de nous, d'importants responsables politiques que nous qualifierons de « populistes » ont évoqué « la nécessaire révision de la Convention de Genève » (Bart De Wever)⁴, « la mort de l'espace Schengen » (Nicolas Sarkozy)⁵ ou le souhait d'évoluer « vers une Europe où l'asile ne sera plus possible » (Bart De Wever à nouveau)⁶.

Ces propos, largement répercutés par les médias, ont fait croire, à tort, qu'il était facile de trouver une solution à la crise des migrants. Par une réforme de la Convention de Genève⁷, signée par 145 pays à travers le monde, initiée par le seul président de la N-Va ? Vaste blague. Par un rétablissement des frontières entre les États européens signataires des accords Schengen qui rendrait ainsi caduque la libre circulation des personnes et aussi des marchandises au sein d'une Europe largement libéralisée ? Laissez-moi rire. Par une fermeture des frontières européennes aux demandeurs d'asile, « comme au Canada » (De Wever, encore) ? Et pourquoi pas, Monsieur De Wever, la construction d'un mur aux frontières de l'Europe comme s'y attèle votre ami Victor Orban, Premier ministre hongrois ? Ou comme le fit, en 2006, le Président américain George Bush entre son pays et le Mexique ?

Non, définitivement, revoir la Convention de Genève, rétablir les frontières en Europe ou fermer la porte de l'Europe aux migrants ne sont pas des solutions acceptables pour une démocratie. Elles ne sont que l'expression d'une forme de repli sur soi, d'un réflexe identitaire. Qu'il soit national ou européen.

Une invasion, vraiment ?

Plutôt que le repli sur soi, véhicule de la peur et du racisme ordinaire, il nous semble plus opportun de montrer, chiffres à l'appui, que nous sommes bien loin d'un envahissement de l'Europe en général, de la Belgique en particulier, par les migrants.

Ainsi, selon le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 59,5 millions de personnes ont été déplacées de force en 2014. Dont 21,3 millions en dehors des frontières de leur pays. Des chiffres importants certes, mais qu'il faut aussi relier aux nombreux conflits qui

secouent la planète. Enfin, il faut savoir aussi que la grande majorité des déplacés en dehors de leur frontière le sont dans des pays limitrophes. Dans le cas des réfugiés syriens, la grande majorité d'entre eux sont déplacés en Turquie, au Liban et en Jordanie. Bien loin de nos frontières européennes.

Toujours selon le HCR, un million de réfugiés sont arrivés sur le sol européen pendant l'année 2015. La moitié de ces personnes étaient originaires de Syrie. Un chiffre à mettre en comparaison avec la population totale de l'Union européenne, soit 508 millions d'habitants. Bien loin donc d'une invasion ou d'un envahissement. Une simple règle de trois permet de mesurer l'ampleur de cet exode : il ne représente que 0,2% de la population européenne. Pour le dire autrement, pour 1.000 Européens, on compte 2 réfugiés.

Sur une population de 11 millions d'habitants, le pourcentage de demandeur d'asile représente donc 0,3% de la population belge.

Le même calcul, et (presque) le même résultat sont possibles pour la Belgique. En 2015, on estime à 35.500 le nombre de demandeurs d'asile en Belgique. Sur une population de 11 millions d'habitants, le pourcentage de demandeur d'asile représente donc 0,3% de la population belge. Ou 3 demandeurs d'asile pour 1.000 habitants.

Et les chiffres les plus récents tendent à montrer une diminution des demandeurs d'asile dans notre pays. Ainsi, en mars 2016, 1.374 personnes ont demandé l'asile dans notre pays. Soit le chiffre le plus bas depuis février 2009⁸. Cette tendance à la baisse pourrait ainsi amener le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Theo Francken (N-Va), à fermer des places d'accueil.

...

Actuellement, 88% des 35.600 places disponibles sont occupées. Soit 31.328 places.

La Banque Nationale montre que l'arrivée de réfugiés sur notre territoire ne mettra pas notre pays « sur la paille ».

Les migrants : « un danger pour l'économie belge ! » Vraiment ?

Alors que certains, notamment à la N-Va, font croire que la Belgique va droit dans le mur si elle ne durcit pas sa politique d'accueil, une étude récente de la Banque Nationale de Belgique (BNB) ne confirme pas ce constat alarmant⁹.

Les données de cette étude montrent d'abord que lors de la crise dans les Balkans (1999) et celle au Kosovo (2000), la Belgique avait accueilli davantage de réfugiés qu'aujourd'hui : 35.800 en 1999 et 42.700 en 2000. Contre 35.500 en 2015.

Et, plutôt que de crier « avec les loups », la Banque Nationale montre que l'arrivée de réfugiés sur notre territoire ne mettra pas notre pays « sur la paille ». Ainsi, les statistiques sur les réfugiés d'aujourd'hui tendent à montrer que ceux-ci sont majoritairement de jeunes hommes qui semblent plus éduqués que les précédentes vagues de réfugiés. Si leur niveau d'éducation reste cependant inférieur à celui des Belges, leurs perspectives de trouver un emploi sont réelles. Surtout si les pouvoirs publics mettent en place des politiques favorisant l'intégration sociale et professionnelle, à travers un véritable parcours d'intégration par exemple. Et si nos responsables politiques, tant en Belgique qu'en Europe, apportent des réponses dignes des Européens que nous sommes à cette grave crise au lieu de mener des politiques du repli sur soi et du rejet de l'autre.

Bref, plutôt que de dire bêtement, comme on l'entend trop souvent, que les réfugiés « prendront l'emploi des Belges », il nous semble plus intelligent de préciser que si les réfugiés venaient à occuper un emploi « chez nous », ils paieraient des cotisations sociales « chez nous », paieraient des impôts « chez nous » et consommeraient « chez nous ». Bref qu'ils participeraient, à moyen terme et comme tous les citoyens, à la solidarité nationale et à la redistribution des richesses (à travers les cotisations et l'impôt) et au développement économique de notre pays (à travers la consommation).

Belle perspective, non ?

¹ Voir le reportage sur le site de la RTBF :

https://www.rtb.be/info/regions/hainaut/detail_refugies-a-walcourt-ambiance-tres-houleuse-a-la-reunion-d-information?id=9120546

² Les réfugiés ont aussi été Belges, Manuel Abramowicz : <http://resistances-infos.blogspot.be/2015/09/les-refugies-ont-aussi-ete-belges-la.html>.

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Rocard#Immigration

⁴ <http://www.lalibre.be/actu/belgique/demandes-d-asile-bart-de-wever-veut-adapter-la-convention-de-geneve-5601408935700fb92f172cdd>

⁵ <http://www.lalibre.be/actu/international/sarkozy-a-anvers-schengen-est-mort-568d7ddf3570ed3894f641d6>

⁶ <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/de-wever-souhaite-evoluer-vers-une-europe-ou-l-asile-ne-sera-plus-possible-56e5842635702a22d5561c3e>

⁷ La Convention de Genève définit comme réfugié toute personne « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ».

⁸ <http://www.lalibre.be/actu/belgique/baisse-du-nombre-de-demandeurs-d-asile-depuis-janvier-57049a8735708ea2d4414d3f>

⁹ https://www.nbb.be/doc/ts/publications/other/ds160224_refugies.pdf